



# La Newsletter Inter Consortia

Numéro 0001 de Janvier à mars 2022

Cette publication a été produite avec le soutien financier de l'Union européenne.  
Son contenu relève de la seule responsabilité de l'Inter consortia et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'Union européenne



PAROLE DES COMMUNAUTÉS

P.13

**« Quelle joie, car nous serons en mesure d'aider les vieux, les vieilles, les personnes invalides et autres personnes incapables de se rendre à des kilomètres pour se procurer des vivres. »**

Ousséni Ouédraogo

Actu Inter consortia

**Les acteurs du PDU renforcent leurs compétences à l'approche Do No Harm...**



P. 4

Echos des consortia

**« A Djibo, la vie est devenue chère et très dure. »**



P. 6-7

Collègue à l'honneur

**Abdouramane CISSE, le «Digne fils du sahel »**



P. 14

# S O M M A I R E



• Les acteurs du PDU renforcent leurs compétences à l'approche Do No Harm et à la sensibilité aux conflits... »

**P. 4**



• Le NEXUS au cœur des échanges des acteurs du PDU  
• Comité de coordination du PDU

**P. 5**



• « A Djibo, la vie est devenue chère et très dure.»

**P. 6-7**



• Le projet RECOLG au chevet des enfants malades de la région du sahel

**P. 8**



• La Croix Rouge Burkinabè fait la promotion de la réalisation des latrines sans subvention (approche ATPC)

**P. 8**



• La mutuelle de solidarité, une autre manière d'améliorer des vies !

**P. 9**



• Des champs-école pour adopter des stratégies de résilience et non de survie

**P. 9**



• Ousséni témoigne de l'utilité du nouveau local de stockage dont il a bénéficié de la part de ANV !

**P. 10**



• Des audiences foraines d'établissement d'actes d'état civil au profit des Personnes Déplacées Internes (PDI)

**P. 11**



• HI facilite l'établissement des CNIB pour les bénéficiaires

**P. 11**



• Des jeunes leaders de Nouna à l'école du leadership inclusif, de la communication positive et de la transformation des conflits

**P. 12**



• Coup de projecteur sur le manuel didactique de Progettomondo qui promeut la paix et la cohésion sociale au Burkina Faso !

**P. 13**



• Abdouramane CISSE, le «Digne fils du sahel »

**P. 14**

# EDITO



**Pierre Fichter**

Coordinateur de la cellule  
Inter consortia

Ces derniers mois, les territoires et les communautés les plus impactées par la crise sécuritaire, subissent une pression croissante. Tandis que les espaces ruraux continuent à se dépeupler, les zones qui accueillent les populations déplacées, particulièrement les villes secondaires comme Dori, Kaya ou Ouahigouya, connaissent de grandes difficultés à répondre à l'augmentation rapide de leurs populations. Cette situation est aujourd'hui exacerbée par des difficultés croissantes à accéder à ces localités du fait de l'insécurité qui atteint maintenant les principaux axes routiers. L'isolement de villes comme Djibo sous le coup d'un blocus par les groupes armés depuis plusieurs mois, illustre dramatiquement la crise humanitaire qui se joue actuellement dans les zones d'intervention du Programme de Développement d'Urgence (PDU).

Les organisations partenaires de mise en œuvre de ce programme ont dû adapter leurs réponses à l'évolution de ce contexte particulièrement difficile. Et quotidiennement, les équipes sur le terrain redoublent de courage et de créativité pour continuer à travailler avec les communautés afin de renforcer leurs capacités à affronter cette crise.

Nous souhaitons à travers cette newsletter, montrer le travail

accompli, non sans difficultés, par ces organisations, ainsi que les réalités vécues par ces femmes et ces hommes, staffs d'organisations nationales ou internationales, personnes-ressources locales ou récipiendaires des activités, qui collaborent quotidiennement à la mise en œuvre du PDU.

Dans ce contexte, la collaboration entre les acteurs qui interviennent sur ces territoires est également primordiale pour adresser efficacement une problématique qui demande une complémentarité entre les réponses d'urgence et la nécessité de garantir un continuum des actions de développement. La Cellule de coordination Inter Consortia contribue particulièrement à mettre en valeur cette approche Nexus au sein du programme, mais aussi avec les autres acteurs au Burkina Faso.

Dans les mois à venir, cette crise risque d'être aggravée par les effets combinés de la mauvaise saison agricole de l'année passée, et l'impact de la guerre en Ukraine sur les approvisionnements et les prix des produits de première nécessité. Les 5 consortia sont en train de préparer ensemble une réponse adéquate afin d'aider les communautés à surmonter la prochaine période de soudure qui s'annonce plus dure cette année. Le prochain numéro de notre newsletter mettra un accent particulier sur ce nouveau défi.

# ACTU INTER CONSORTIA

## Les acteurs du PDU renforcent leurs compétences à l'approche Do No Harm et à la sensibilité aux conflits... »



La Cellule inter consortia en collaboration avec Progettomondo et Search for Common Ground a organisé du 21 au 24 février un atelier de formation sur la sensibilité aux conflits et l'approche Do No Harm (DNH). Tenue à l'Hôtel des Conférences Ouind-Yide à Ouagadougou, cette session a mobilisé une trentaine de participants issus des 5 consortia du

Programme de Développement d'Urgence venus de Dori, Gorom Gorom, Djibo, Nouna, Kantchari ou encore Ouahigouya. Cet atelier a permis de renforcer les capacités des participants pour mieux analyser les dynamiques de conflits dans leurs zones d'intervention, et pouvoir impacter positivement ces dynamiques à travers la mise en œuvre de leurs projets ■

« On a vraiment acquis de nouvelles connaissances et des outils très pratiques pour pouvoir appliquer l'approche Do No Harm et la sensibilité aux conflits.

J'ai beaucoup appris et ce sont des choses qui pourraient servir aux gens sur le terrain parce que l'approche DNH, j'en entendais parler mais je n'avais pas encore eu une formation détaillée comme celle-là. J'ai beaucoup appris, aussi, j'ai bien aimé l'exercice sur l'analyse du contexte parce que je vois que maintenant je peux faire une analyse du contexte et dégager des éléments sur lesquels je peux m'appuyer pour vraiment améliorer le programme.

On va prendre en compte l'approche sensibilité aux conflits dans tout ce que nous sommes en train de faire et nous sommes en train de voir comment renforcer la capacité de tous les animateurs sur le terrain pour qu'on soit tous sur le même niveau d'information parce que ce sont eux qui sont face aux bénéficiaires. »



**GNANKENE SAFOURA**  
Coordonnatrice de PROGRESS



**TOÉ DÉSIRÉ**  
Coordonnateur terrain volet cohésion sociale et gouvernance locale de PARIC basé à Djibo

J'ai bien apprécié le processus de Do No Harm qui nous interpelle par rapport à notre comportement, notre réaction et aussi l'opportunité qu'on nous donne de transformer par exemple au sein de la communauté les conflits en quelque chose de positif. C'est dans ce cadre que nous avons appris à analyser les contextes au sein de la communauté pour savoir s'il y a un conflit, quels sont les diviseurs, les connecteurs et quelles actions on peut poser pour améliorer les relations entre les différents protagonistes. La formation nous a appris à analyser les conflits, pour connaître les différents types de conflits rencontrés au sein de la communauté, les différents acteurs qui animent ce conflit, les causes et les conséquences des conflits sur la population et sur notre action sur le terrain. Maintenant que nous sommes outillés par rapport à notre façon de travailler avec les communautés tout en résolvant les crises, cela nous permet de mettre en œuvre et d'être à l'aise dans la mise en œuvre de nos activités.»



# ACTU INTER CONSORTIA

## Le NEXUS au cœur des échanges des acteurs du PDU



Vue d'ensemble des participants pendant la restitution des travaux de groupe

Si tous les acteurs sont unanimes sur la nécessité d'avoir une intervention coordonnée : Humanitaire, Développement et Paix pour un meilleur impact sur les territoires et les communautés, l'opérationnalisation de l'approche Nexus demeure un défi énorme. Le Programme de Développement d'Urgence (PDU) s'inscrit déjà dans cette logique, à travers son articulation multisectorielle et ses interventions dans des zones en crise et auprès

de populations très vulnérables. S'inscrivant dans cette démarche d'opérationnalisation du Nexus, le 10 mars dernier, la cellule inter consortia a organisé, à Ouagadougou, un atelier d'échange sur la mise en œuvre du Nexus Humanitaire-Développement-Paix au sein du PDU. Cet atelier a permis de faire un rappel sur la mise en œuvre générale du Nexus au Burkina Faso, d'initier une réflexion au sein de l'inter consortia afin d'identifier les approches nexus

développées et de façon pratique par les organisations au niveau terrain, de concevoir un canevas commun de capitalisation des bonnes pratiques et élaborer un plan de capitalisation. Cette première étape va permettre de produire un travail de capitalisation et d'intégrer les autres acteurs du nexus au Burkina Faso à ce processus, avec une amélioration de la coordination entre les acteurs et une mise en œuvre efficace du nexus au Burkina Faso. ■

## Comité de coordination du PDU

Après une collecte de données sur l'état d'avancement des activités du programme en février 2022, la cellule inter consortia a tenu le 18 mars un comité de coordination. Cette rencontre a réuni les coordonnateurs des 5 consortia, les responsables suivi et évaluation des consortia, certains chefs de mission, et un représentant de la Délégation de l'UE au Burkina

Faso. Cette rencontre a permis de s'accorder sur les éléments d'analyse concernant le contexte sécuritaire dans les différentes zones d'intervention et d'en apprécier l'impact sur la mise en œuvre des activités. Les échanges ont permis également d'identifier d'autres difficultés opérationnelles mais aussi d'échanger autour des bonnes pratiques qui sont en

train d'être implémentées par les consortia. Ce travail a permis de dégager des pistes de solutions afin d'effectuer des réajustements qui pourront faciliter la mise en œuvre des activités mais surtout de mieux répondre aux nouveaux besoins des communautés dans un contexte globalement en dégradation continue. ■



Entretien avec Désiré TOE, coordonnateur terrain gouvernance et cohésion sociale de UNIJED-Afrique pour le consortium PARIC à Djibo

## « A Djibo, la vie est devenue chère et très dure »

La situation actuelle dans la ville de Djibo et les villages environnants à l'instar de bien d'autres communes de la province est de plus en plus préoccupante. Depuis le mois de février 2022, la situation sécuritaire qui, jadis très volatile et précaire, s'est très vite dégradée dans la province du Soum en général et très particulièrement dans la ville de Djibo. De janvier à mars 2022, la ville de Djibo a enregistré de nombreux incidents de sécurité perpétrés par les groupes d'opposition armés (GOA). Ces incidents de sécurité ont connu leur paroxysme à partir de la première quinzaine du mois de février avec un blocus total sur la ville de Djibo. Dans cet entretien, Désiré dépeint la situation qui prévaut à Djibo et les défis des humanitaires pour venir en aide aux populations. Lisez plutô !

### • Quelle est la situation actuelle dans la ville de Djibo ?

On ne peut vraiment dire que le calme est de retour dans la ville de Djibo car, les populations vivent toujours dans la psychose, la peur et l'inquiétude totale. La liberté de circuler est limitée et la ville de Djibo s'est momentanément réduite en ces 04 secteurs car les Groupes d'Opposition Armés (GOA) avaient sommé les habitants des secteurs périphériques et même certains villages environnant de Djibo de quitter.

Jusqu'à présent, et malgré les opérations militaires, on sent toujours la présence des GOA dans les villages de Djibo et même souvent dans la ville de Djibo où ils s'adonnent à certaines actions d'intimidations qui contribuent à véhiculer la peur au sein des populations. Ces derniers procèdent à des intimidations, des menaces renforcées par des ultimatums à l'endroit des populations de quitter leurs localités, leurs familles et leur secteur. A cela, s'ajoutent des tirs d'armes, souvent avec des armes lourdes dans la ville, des attaques à mains armées avec des assassinats sur des civils et des FDS, des enlèvements des populations civiles. Aujourd'hui, ces GOA privilégient les poses des Engins Explosifs Improvisés (EEI) sur les principaux axes routiers, qui, malheureusement ont fait plusieurs victimes tant du côté des FDS que chez les populations civiles.

A Djibo, la vie est devenue chère et très dure. Il y a la pénurie d'eau dans toute la ville car les GOA se sont attaqués aux installations et infrastructures de l'ONEA et de la Sonabel. L'eau se faisant très rare, les populations étaient dans l'obligation de creuser dans le nid du seul barrage de Djibo. Les animaux qui manquent

d'eau pour s'abreuver et du foin pour s'alimenter sont en train de mourir. Le marché fonctionne au ralenti et la misère commence à se lire sur les visages des populations. Les institutions bancaires sont quasi-absentes et les travailleurs, y compris les staffs humanitaires ont d'énorme difficulté pour toucher leurs salaires. En plus, avec les perturbations des réseaux de



Désiré Toé

communication, la possibilité offerte aux travailleurs de toucher leurs salaires via le système de transfert d'argent ne tient plus. Cela aggrave encore les conditions de vie des travailleurs.

### • Pouvez-vous décrire la situation humanitaire actuellement dans cette ville ?

La situation actuelle d'insécurité dans la ville de Djibo a vraiment eu des

impacts négatifs sur les populations et les déplacements des populations ces deux derniers mois ne font que s'accroître.

Djibo demeure la ville qui abrite le plus grand nombre de PDI car des villages entiers se sont vidés pour rejoindre Djibo centre jugé plus sécurisé. En effet, depuis le début du mois de février 2022, la situation humanitaire connaît un nouveau développement qui a affecté les civils dans l'ensemble de la commune de Djibo. A la suite des opérations militaires des Forces de Défense et de sécurité, soutenues par les VDP pour sécuriser le territoire, suivi des actes de représailles, des intimidations, des menaces et ultimatums des GOA, plusieurs civils ont été forcés à quitter leurs sites pour trouver refuge dans la ville de Djibo. Selon les chiffres fournis par les acteurs de protection, on estime entre le 1er et 23 février à 2 372 ménages de 16 875 personnes dont 3 092 femmes et 11 500 enfants qui ont été accueillis à Djibo et du 1er au 04 mars, 5 483 PDI (chiffre non encore désagrégé en genre, sexe et âge), au total pour la période précitée, Djibo a accueilli 34,912 nouvelles PDI.

La situation s'est également caractérisée par la main mise sur les formations sanitaires des villages et secteurs périphériques de Djibo (CSPS du secteur 6, 7 et 8) et de Pobé-Mengao dont ils avaient le contrôle total, la détenaient les clés des portes de certains, vandalisé et emporté les équipements et matériels médico-sanitaires d'autres.

Tous ces événements ont augmenté les déplacements simultanés des populations des villages vers la ville de Djibo et provoqué l'arrêt momentané de vols réguliers de UNHAS qui assurait le transport des acteurs humanitaires vers Djibo.

Au regard de ce qui suit, il y aura certainement des risques de protection des



populations car il apparaît clairement que les enfants constituent une part importante des populations déplacées à Djibo. Ce qui fait que les risques d'atteintes aux droits des enfants, notamment les exploitations, les abus, la négligence d'enfants, les cas des enfants non accompagnés, les enfants séparés, etc. sont imminents. En ce qui concerne les femmes et les filles, il pourrait avoir aussi des risques majeurs liés aux violences basées sur le genre (VBG), y compris les violences sexuelles. Car on constate également que la majorité des PDI qui se retrouvent à Djibo sont des femmes et des enfants. Ainsi, les conditions d'accueil et l'accès limité à l'assistance, y compris en abris, en eau et effets d'habillement peuvent exposer les filles et les femmes à des facteurs qui aggravent leurs vulnérabilités et qui pourront éventuellement augmenter les risques de VBG.

Outre ces risques, il existe d'autres risques auxquels les populations déplacées internes sont exposées. Il s'agit entre autres, des risques liés au logement, à l'habitat, à la terre et à la propriété, les risques liés à l'absence de la documentation civile et surement ceux liés à la cohabitation pacifique et au mieux vivre ensemble.

### • Quel est l'impact de cette situation dans le travail des humanitaires ?

L'accès à Djibo reste limité ce qui fait de l'acheminement et de la délivrance de l'assistance humanitaire, un réel défi pour la communauté humanitaire. Plusieurs acteurs intervenant à Djibo ne sont plus en mesure d'apporter la réponse d'urgence à cause de la détérioration de la situation sécuritaire. Certaines ONG ont évacué une partie de leur personnel à Ouagadougou en attendant que la situation se calme. D'autres ont même réduit leur staff ou redéployé vers d'autres provinces. Les acteurs sur place procèdent à des interventions ponctuelles notamment en protection, en soutien psychosocial, en accueil et installation des PDI dans les sites et familles. La réponse d'urgence disponible est assurée par les travailleurs sociaux de la Direction provinciale de l'Action Humanitaire à Djibo. Elle porte sur l'accueil, le dénombrement et l'enregistrement des personnes déplacées dans la commune de Djibo. A cela, s'ajoute l'arrêt momentané de vols réguliers de UNHAS qui servaient de moyen de transport des acteurs humanitaires pour accéder Djibo.

### • Arrivez-vous toujours à intervenir/mettre en œuvre vos activités à Djibo ?

Pour dire vrai, ni UNIJED Afrique, ni aucune autre organisation humanitaire ne peut travailler et dérouler normalement ses activités dans le contexte sécuritaire qui prévaut à Djibo. Toutefois, il faut reconnaître qu'UNIJED Afrique, malgré la situation difficile et précaire, parvient tant bien que mal à mener un certain nombre d'activités de gouvernance et cohésion sociale avec des émissions radiophoniques et des spots publicitaires sur la cohésion sociale, la cohabitation pacifique et le



vivre ensemble dans les deux radios communautaires de Djibo qui émettent encore des émissions.

Avec l'appui des points focaux communautaires (PFC), UNIJED Afrique est dans une dynamique participative d'organiser une évaluation multisectorielle en vue d'analyser la situation globale de protection des populations déplacées dans la ville de Djibo.

De même, avec l'appui des cellules communautaires de protection de l'enfance (CCPE) et le soutien de la Direction provinciale de l'action humanitaire, UNIJED Afrique, grâce au partenariat avec l'UNICEF, apporte la réponse à la protection des enfants PDI et hôtes et leurs familles affectées par la crise humanitaire. Toujours dans cette dynamique, UNIJED Afrique, est en cours d'élaboration d'un plan de contingence en vue de répondre à l'urgence les populations déplacées de Djibo.

### • Quelles sont vos stratégies d'adaptations ?

Au regard du contexte sécuritaire actuel dans nos zones d'intervention, UNIJED Afrique a pensé à une réorganisation de l'intervention sur le terrain. Un document stratégique est en cours d'élaboration. Il redéfinira la stratégie d'intervention en

basant sur la planification de scénarios pour le futur de l'intervention de UNIJED dans la commune de Djibo et de Pobé-Mengao.

Sous le leadership de Solidarité Internationale, UNIJED Afrique a déjà engagé plusieurs démarches pour proposer des modifications d'activités dans son projet PARIC sous forme de stratégies d'adaptation de certaines activités du PARIC au contexte sécuritaire actuel.

Désormais, UNIJED Afrique fonde sa stratégie d'intervention sur l'implication et la participation communautaire à travers ses 52 points focaux communautaires mis

en place dans la commune de Djibo et de Pobé-Mengao.

### • Quels pourraient être les impacts de cette situation sur la cohésion sociale et le vivre ensemble dans cette localité ?

La situation actuelle peut occasionner des risques liés à la cohésion sociale et à la cohabitation pacifique. En effet, la présence massive des personnes déplacées pourrait accroître les tensions et par ricochet des conflits inter ou intra-communautaires. Ces conflits pourraient être liés à l'accès limité aux ressources naturelles, aux suspicions ou à des accusations de certaines catégories de PDI d'associations à certains groupes armés non étatiques, au fait que parmi les déplacés, de nombreuses personnes sont venues avec leur bétail alors qu'il n'y a pas assez de terres pour les garder et pour le pâturage. Cette situation pourrait conduire à des tensions intercommunautaires étant donné le manque d'espace pour accueillir ce bétail. Face à cette situation, UNIJED Afrique a initié des émissions radiophoniques et des spots radios sur la cohésion sociale, la cohabitation pacifique et le vivre ensemble ■

*Propos recueillis le 28 mars 2022*



## RESILIENCE

### Le projet RECOLG au chevet des enfants malades de la région du sahel

Le projet RECOLG mène depuis plus de deux ans d'importantes actions d'assistance aux personnes déplacées internes de la région du Sahel du Burkina. Agé de 22 mois, Moussa fait partie des

par le fait que l'enfant ne consomme pas une nourriture adaptée. En principe, à cet âge, il devrait continuer à téter, boire de la soupe et la bouillie enrichie. Mais c'est un luxe que ne peut se permettre cette famille

grâce à la prise en charge rapide et conséquente dont il a bénéficié dès son arrivée. « RECOLG a contribué de façon directe ou indirecte à la prise en charge de nombreux enfants dont Moussa, à travers trois grandes actions : le renforcement des capacités des agents de santé, le paiement des frais de motivation des animateurs/trices et la prise en charge nutritionnelle de la ration quotidienne des malades et accompagnants durant l'hospitalisation », explique le Coordonnateur du volet santé-nutrition du projet, Dr Michel Ouédraogo. Mais pour recouvrer une santé complète, Moussa devra suivre un régime sanitaire et nutritionnel strict, sur une durée de 3 mois au moins. « Il a un traitement médical quotidien strict à suivre. Son repas sera essentiellement composé de bouillie enrichie et de Plumpy'nut, un aliment thérapeutique. La mère recevra pour ce faire une dotation hebdomadaire, en plus d'une formation en préparation de bouillie enrichie au CREN », renchérit le médecin. Pour Aminata sa mère, c'est une victoire d'étape pour son fils chéri. Elle promet de suivre les prescriptions médicales à la lettre pour remettre très rapidement son benjamin sur pied ■



Le petit moussa et sa mère

nombreux enfants qui ont bénéficié de cet appui, à travers une prise en charge sanitaire et nutritionnelle. Diagnostiqué atteint de malnutrition aigüe sévère, il a dû suivre un régime alimentaire et médical strict pour espérer recouvrer la santé. « Moussa souffre de malnutrition aigüe sévère. Vous pouvez le constater à travers son apparence physique chétive. A son arrivée hier, il avait 7,05 kg alors qu'il doit normalement en peser 9 pour son âge. Cela s'explique

vulnérable et déplacée interne. Au lieu de cela, Moussa mange essentiellement du riz et du tô. Par ailleurs, son sevrage brusque a contribué à fragiliser sa santé », explique Bouchoura Idrissa, un agent de santé. Hospitalisé d'urgence au Centre de Récupération et d'Education nutritionnelle (CREN) du Centre médical urbain (CMU) de Dori, Moussa aura passé deux semaines aux soins intensifs. Et s'il se porte mieux aujourd'hui, c'est

### La Croix Rouge Burkinabè fait la promotion de la réalisation des latrines sans subvention (approche ATPC)

Afin de contribuer à la réduction des maladies liées au péril fécal dans les zones d'intervention du projet RECOLG, la Croix Rouge Burkinabè en partenariat avec la Croix Rouge Espagnole mène diverses activités pour promouvoir l'assainissement total piloté par la communauté (ATPC).

Ainsi vingt (20) volontaires ont été identifiés dans les villages bénéficiaires et formés à Dori, puis équipés pour conduire les activités de promotion dont l'ATPC.

De retour dans leurs villages avec des connaissances sur le processus de mise en œuvre de l'approche ATPC, sur les maladies liées à la défécation à l'air libre et à la consommation d'eau insalubre et sur les techniques d'animation et de stimulations de groupe, les volontaires ont fait la restitution, suivi des déclenchements.

En effet, les volontaires ont multiplié les



sensibilisations sur la réalisation des latrines. Convaincus, les ménages se sont inscrits pour la réalisation de leurs latrines. Ils ont été suivis alors par ces volontaires du creusage des fosses jusqu'à l'utilisation de la latrine.

Sur un total de 181 latrines initiées dans les 21 villages accessibles des communes de Bani et Sampelga, 62 sont finalisées et 119 sont en cours de réalisations.

L'ATPC est une approche qui vise principalement à susciter un changement dans le comportement sanitaire des populations à travers la stimulation d'un sentiment de dégoûts et de honte chez les membres de la communauté sur la défécation à l'air libre et ces impacts sur la communauté. Désormais dans les deux communes (Bani et Sampelga) de la province du Yagha (Région du Sahel), l'hygiène et l'assainissement feront partie intégrante du quotidien des communautés ■



## RESILIENCE

### La mutuelle de solidarité, une autre manière d'améliorer des vies !

Les acteurs du projet « Améliorons Nos Vies » ont organisé des sessions de formation au profit de plusieurs organisations des femmes issues de la région du Nord au Burkina Faso, sur la microfinance.

Le but de ces sessions de formation résidait essentiellement sur la recherche d'une réponse adéquate aux besoins de financement des membres de ces organisations de femmes. À l'issue de ces formations, des mutuelles de Solidarité ont été mises en place dans différentes localités de la Région.

Pour assurer le bon fonctionnement de ces mutuelles de solidarité (MUSO), des rencontres périodiques sont organisées pour échanger des points d'intérêt commun. C'est aussi l'occasion pour les membres de la



Mutuelle de Solidarité, de s'acquitter de leur cotisation afin d'alimenter la caisse de crédit. Par ailleurs, les montants de cotisations sont fixés au préalable avec l'accord de tous les membres.

Le fonctionnement des MUSO demande un certain matériel tels que trois caisses de couleurs différentes. Il s'agit de la caisse verte qui est destinée aux crédits individuels, la caisse rouge pour la solidarité et la caisse bleue pour les apports extérieurs (crédits contractés, subventions obtenues...). Chaque membre dispose d'une fiche appelée « fiche de membre », dans laquelle toutes les cotisations du membre sont notées.

La mise en place et le suivi de ces MUSO

dans la localité par la FNGN, membre du Consortium, va permettre aux femmes d'affronter ensemble leurs difficultés économiques et sociales à travers le développement d'activités Génératrices de Revenus afin de rendre les familles plus résilientes face aux crises..

Soulignons que grâce au financement de l'Union européenne, l'ONG Progettomondo et ses 8 partenaires que sont RAJ, CRUS, SOS Sahel Burkina, EDUCO, FNGN au Burkina Faso et COOPI, SOS Sahel Niger et CISP au Niger, mettent en œuvre depuis 2020 le projet ANV dans ces deux pays. Ledit projet est prévu pour une durée de 4 ans (2020-2024)■



### Des champs-école pour adopter des stratégies de résilience et non de survie



À travers des activités A champs-école, le projet RECOLG participe à la réponse au changement climatique en enseignant de nouvelles pratiques agricoles aux communautés, afin de renforcer leur résilience et leurs capacités de production durant les périodes de soudure où les terres sont

souvent laissées en friche.

Pour Adamou, membre d'une communauté vivant dans la zone sahélienne transfrontalière du Liptako-Gourma, la récolte de cette année n'aurait pas été possible sans le soutien du projet RECOLG. « Nous sommes très reconnaissants envers RECOLG car nous bénéficions déjà d'un soutien matériel, financier, médical, et maintenant l'expertise agricole qu'ils fournissent nous permet d'utiliser nos terres quand nous le voulons », témoigne-t-il■

### Les activités du PARIC dans les communes de Djibo et Pobé Mengao

• Le projet PARIC a procédé à l'activation des fonds de contingence afin d'apporter une assistance alimentaire d'urgence aux bénéficiaires du projet qui se sont déplacés des zones rurales (villages et secteurs ruraux de Djibo et Pobé Mengao) vers les secteurs urbains de Djibo. Cette assistance a concerné 685 ménages bénéficiaires.

• Une activité de sensibilisation a été organisée à l'endroit des Femmes Enceintes et Femmes Allaitantes (FEFA), sur les pratiques ANJE (Alimentation du Nourrisson et Jeune Enfant). Au total 461 personnes ont été touchées grâce à travers des groupes d'échanges et de partage. 8 agents de santé du district de Djibo ont par ailleurs bénéficié de formation sur l'approche counseling ANJE■

# PAROLE DES COMMUNAUTES

## Ousséni témoigne de l'utilité du nouveau local de stockage dont il a bénéficié de la part de ANV !

Monsieur Ouédraogo Ousséni vient du village de Toecé, qui relève de Zogoré, chef-lieu de département et commune rurale située dans la province du Yatenga et la Région du Nord

Je me nomme Ouédraogo Ousséni et je vis à Toecé dans la commune de Zogoré. Je suis né ici, j'ai grandi ici et j'ai toujours vécu ici.

Le problème majeur dans ce village c'est l'aridité des sols. Nos cultures ne sont pas du tout rentables. Les principaux produits agricoles vendus sont soumis à des fluctuations de prix importantes et pour ce faire, se nourrir devient très compliqué pour les populations.

Afin de contribuer à minimiser les impacts de la sécheresse et de la famine que nous subissons, le projet « Améliorons Nos Vies ! » nous est venu au secours. La principale activité menée par le projet pour construire et renforcer la résilience des populations les plus vulnérables de Toecé est la construction d'un grand magasin communal de stockage.

Avant d'avoir ce local de la part du projet, nous en avions un qui, avec le temps et les aléas climatiques s'était détérioré. Ce local ne répondait plus aux normes de construction. Toutefois, c'est dans ce local vétuste que nous avons eu à stocker un peu de vivres les années antérieures au profit de la population grandissante. Nous allions à environ une vingtaine de km du village pour payer des vivres. Je me



Ousséni Ouédraogo  
Bénéficiaire du projet ANV

rappelle, ce stockage avait profité aux gens du quartier et aux localités environnantes. Mais au regard de la population grandissante, les produits stockés ont toujours été insuffisants. Toutefois avec ce nouveau local, ce problème sera très prochainement résolu. Nous n'aurons plus de soucis à nous faire pour le stockage de nos produits. En fait, nous allons y stocker

des vivres que nous payerons. Il s'agira de tout produit qui est susceptible d'assurer le bien-être de toute personne. Nous songeons même à intégrer dans la liste de nos achats des condiments pour les sauces à haute valeur nutritive. Nous avons même commencé les démarches. Quelle joie, car nous serons en mesure d'aider les vieux, les vieilles, les personnes invalides et autres personnes incapables de se rendre à des kilomètres pour se procurer des vivres.

Nous ferons preuve d'une bonne gestion du local. Nous avons déjà mis en place une cellule pour le bon déroulement des activités car tout travail d'équipe sans guide n'aboutit pas. Cette cellule est composée de 3 femmes et d'un homme. Ce dernier est chargé d'épauler les femmes en cas de besoin par exemple de charger et décharger les vivres et aussi l'approvisionnement du magasin par des achats de vivres dans les localités environnantes.

Au nom des habitants de ce village, je vous remercie pour votre soutien inestimable.



Ancien local



Nouveau local

## GOVERNANCE LOCALE

### PROGRESS : des audiences foraines d'établissement d'actes d'état civil au profit des Personnes Déplacées Internes (PDI)

Dans le cadre du programme de résilience et de cohésion sociale au sahel (PROGRESS), le volet cohésion sociale spécifiquement va appuyer les communautés et institutions locales dans la prévention des conflits et le renforcement de la cohésion sociale. Trois axes thématiques en découlent. Il s'agit de la gouvernance locale, de la prévention et la gestion des conflits et l'axe accès à la justice (A2J). Dans le processus de mise en œuvre du dernier axe suscité, est prévu un appui aux autorités locales des localités d'intervention du projet afin d'organiser des audiences foraines d'établissement d'actes d'état civil (extraits d'actes de naissances, des CNIB).



L'établissement des actes d'état civil au profit des populations hôtes et des personnes déplacées internes permet non seulement de faciliter l'accès à l'aide humanitaire (transfert monétaire, distribution de vivre) et à certains services, mais également de prévenir les stigmatisations et les arrestations arbitraires lors des voyages et des contrôles de routine. L'objectif poursuivi par cette activité à la fin du projet est de sensibiliser et soutenir les populations et les personnes déplacées internes à s'enregistrer et se documenter à travers l'établissement d'actes d'état civils (la délivrance de l'acte de naissance et de la CNIB) dans les provinces de la Tapoa, du Sourou et de la Kossi.

Plusieurs audiences foraines tenues en 2021 avec des résultats forts appréciables  
Au cours de l'exercice 2021, 03 audiences foraines pour l'établissement des actes d'état civil ont été

réalisées, à travers un appui à l'établissement des actes de naissance à Diapaga, dans la région de l'Est et une dans la boucle du Mouhoun et une activité d'appui à l'établissement des Cartes Nationales d'identité Burkinabè dans la Boucle du Mouhoun à l'intention des ménages bénéficiaires du transfert monétaire sur le PROGRESS, les personnes déplacées internes et les populations hôtes.

Des activités qui vont présenter des résultats assez satisfaisants. En effet, ce sont au total 1206 personnes qui ont été sensibilisées et accompagnées pour la délivrance d'actes civils soit, 926 extraits de naissance délivrés dans les provinces de la Kossi et de la Tapoa et 244 CNIB établies au profit des bénéficiaires de la Kossi.

#### De la plus-value des audiences foraines pour les bénéficiaires

Le caractère transversal, permet de faciliter la mise en œuvre des activités de cash transfert à travers la dotation des bénéficiaires en documents d'état civil, partant de là, une prise en charge intégrée. Par ailleurs, lors des audiences foraines en question, des séances d'information et de sensibilisation (causeries éducatives, émissions radio) sont tenues à l'endroit des bénéficiaires afin de leur expliquer les procédures d'établissement des différents documents d'état civil (acte de naissance, CNIB, casier judiciaire). Ces séances ont pour mérite d'habiliter les bénéficiaires/populations à entreprendre elles-mêmes les

démarches nécessaires pour se faire établir les documents d'état civils pour les divers besoins et/ou occasions, sans l'aide ou l'intervention d'une quelconque autre personne ou organisation.

Tiama Minata, secteur 2 de Nouna, bénéficiaire du transfert monétaire est reconnaissante pour cette démarche du PROGRESS. « Je suis venue pour récupérer ma carte nationale d'identité burkinabè (CNIB), j'ai déposé mes papiers il n'y a pas encore 2 semaines. Avoir une CNIB était une grande charge pour nous mais grâce à PROGRESS, j'ai obtenu mon papier en moins de 2 semaines. Je dis merci à l'équipe du PROGRESS car je suis ici il y'a plusieurs années mais nous n'avons pas vu une opération pareille. Toutes les fois que nous rencontrons des difficultés, PROGRESS nous a toujours aidé. Nous sommes très satisfaites des activités du Projet. Que Dieu facilite la mise en œuvre de vos activités » explique-t-elle.

#### Des esquisses de perspectives pour 2022

Pour 2022, il est prévu l'établissement de 300 CNIB pour les bénéficiaires du cash transfert des communes de Botou et Kantchari (région de l'Est) et de 800 CNIB dans la Boucle du Mouhoun est déjà programmé. L'action prévoit aussi appuyer les élèves déplacés et issues des ménages hôtes pour l'obtention des certificats de nationalité en vue de faciliter l'inscription aux examens et concours réalisés.

## HI facilite l'établissement des CNIB pour les bénéficiaires

Humanité et Inclusion (HI) a organisé à travers RECOSA, un enrôlement pour l'établissement de la Carte Nationale d'Identité Burkinabè au profit des ménages bénéficiaires des communes de Bani et de Sampelga. Une approche inclusive qu'elle a adoptée afin de permettre aux femmes et aux personnes handicapées du ménage de jouir de leur droit de possession d'une CNIB. 840 personnes ont été enrôlées et 360 personnes ont reçues leurs CNIB.



Dans un contexte instable comme celui de la zone du projet, avec de nombreux déplacements de populations, la possession d'une CNIB permet aux détenteurs non seulement de jouir des droits civils et politiques, mais cela peut constituer aussi la porte d'entrée aux droits économiques, sociaux et culturels, en leur facilitant l'accès aux aides de l'État et des acteurs humanitaires. C'est ainsi que HI a adopté l'approche inclusive au niveau de l'individu afin de donner l'occasion aussi aux femmes et aux personnes handicapées des ménages en plus des chefs de ménage de jouir

du droit à un document d'état civil.

L'équipe chargée de cette activité a rencontré les autorités administratives et communales, notamment les maires et préfets des communes concernés, pour connaître les coûts et le processus de l'établissement des différents documents.

#### Nouvellement identifiés, les bénéficiaires connaissent désormais le processus d'identification

Contrairement aux opérations spéciales qui consistent à faire venir la police dans une localité donnée pour l'établissement des CNIB, HI a utilisé une autre méthode.

En effet, des sensibilisations ont été faites dans les villages concernés pour expliquer aux bénéficiaires l'importance de l'établissement des CNIB ainsi que le circuit pour avoir les documents. Par exemple il faut un extrait d'acte de naissance pour la CNIB et pour ceux qui n'en ont pas il faut la présence de témoins pour l'établissement d'un jugement supplétif à la préfecture puis à la mairie

pour l'enregistrement.

Les agents de HI chargés de cette activité accompagnent le bénéficiaire tout au long du processus c'est à dire de l'enrôlement jusqu'à l'obtention de la CNIB, afin qu'il devienne lui-même un référent au sein de sa communauté. L'avantage de cette méthode est qu'elle permet au bénéficiaire de découvrir tout le circuit et permet également d'éviter les vas et vient au commissariat étant donné que ce sont les agents de HI qui convoquent ce dernier une fois la carte prête.

Au total 840 personnes ont été enrôlées et 360 personnes ont reçues leurs CNIB. Le projet avait simplement pensé à l'établissement des Cartes Nationales d'identité mais il se trouve que beaucoup de bénéficiaires ne disposent pas d'extraits d'acte de naissance, ce qui nécessite la production de jugements supplétifs à la préfecture et la production d'extraits de naissance à la Mairie. Tout cela demande du temps et des frais en plus.



## COHESION SOCIALE

### Des jeunes leaders de Nouna à l'école du leadership inclusif, de la communication positive et de la transformation des conflits

Du 23 au 25 Novembre 2021 dans la salle de conférence du jardin du Maire a eu lieu l'atelier de formation des jeunes leaders de Nouna. Un atelier qui a regroupé plusieurs villages. Cette session de formation vient boucler la première cohorte des jeunes formés dans les 9 communes d'intervention du PROGRESS. Elle porte à 270 le nombre de jeunes formés.

**A**cette formation, les jeunes leaders ont renforcé leurs capacités sur les notions de conflits et de violence. Ce fut aussi le lieu d'élucider la différence entre ces deux notions ainsi que les conséquences de la violence sur la cohésion sociale et le rôle des acteurs dans la promotion d'une paix durable, la transformation des conflits et la communication positive.

#### La communication comme levier dans la résolution des conflits

Cette formation a permis aux participants de prendre conscience de l'importance de la communication dans la résolution des conflits. Ils ont également pu comprendre les différentes techniques de communication et ce qu'est une écoute attentive. Par ailleurs, les jeunes leaders ont pu améliorer leurs connaissances sur la notion de leadership, notamment les qualités d'un bon leader et son rôle dans la transformation des conflits.



#### Des attentes des jeunes leaders au sortir de la formation

A l'issue de cette formation, les jeunes leaders ont exprimé leur volonté de renforcer leurs capacités dans les domaines du Management, de la Médiation, la Vie associative, les Techniques d'animation et le Théâtre participatif.

Afin d'opérationnaliser les acquis de la

formation, des travaux de groupe ont permis aux jeunes de réfléchir sur des activités qu'ils mettront en œuvre dans leur localité en vue de renforcer la cohésion sociale. Un plan d'action a, à cet effet, été élaboré et la restitution de ces travaux de groupe en plénière a mis fin à l'agenda de la formation ■

### Promouvoir la paix et la cohésion sociale à travers le football

Le 22 Janvier 2022, sur le terrain du Haut-Commissariat de Nouna, s'est tenu un match de football entre les différentes communautés de Nouna. Le match a regroupé environ 300 participants dont 120 hommes, 20 femmes et 60 jeunes.



**C**ontribuer à la promotion de la cohabitation pacifique à travers un match maracana et autour de la parenté à plaisanterie, tel a été l'objectif de cette activité. Ce match a confronté des équipes composées d'un mélange des différentes communautés qui ont joué au nom de la cohésion sociale et non pour une communauté donnée.

Il est à noter que l'objectif ne visait pas à trouver un vainqueur et un perdant. Le match s'est joué essentiellement dans un esprit cohésif et non compétitif.

Ce faisant, le commentateur et les arbitres ont mis un accent particulier sur l'esprit d'équipe, l'entraide et le fair-play. A l'issue du match, les représentants des jeunes ont livré des messages sous forme d'engagement de la jeunesse à poursuivre l'initiative.

Les primes d'encouragement étaient composées de paquets de thé, de sucre et de matériel de thé qui trouveront aussi une utilité dans les grins de thé où des thématiques sur la cohésion sociale sont abordées au quotidien ■

### Des ateliers pour jeunes , afin de renforcer leur résilience dans un contexte de conflits armés

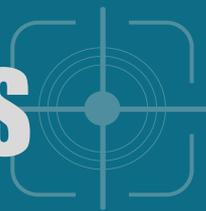


A travers des ateliers, le projet RECOLG contribue à renforcer la résilience des jeunes vivant dans les régions affectées par les conflits armés, via des activités qui ont pour but de les aider à mieux gérer leurs émotions, à faciliter leurs interactions sociales et à éviter les conflits.

« Avant les ateliers j'aimais me battre, mais quand j'ai

commencé à participer aux différentes activités, je suis devenu amical et j'ai commencé à jouer avec mes camarades », explique un jeune participant aux ateliers ■





## AMÉLIORONS NOS VIES (ANV)

# Coup de projecteur sur le manuel didactique de Progettomondo qui promeut la paix et la cohésion sociale au Burkina Faso !

« Moi, les autres et la société » c'est le titre du manuel didactique conçu par l'ONG Progettomondo, chef de file du consortium ANV avec l'expertise de deux experts italiens Michele Tallarini et Michele Brunelli de l'Université de Bergame en Italie. D'une quarantaine de pages, ce document entend engager la jeune génération afin qu'elle soit porteuse de valeurs de paix et de cohésion sociale. Conçu dans un premier temps dans le cadre du projet « Ensemble pour le Dialogue » ce document a été réadapté pour le projet ANV. Découverte...



faillie mettre en place des actions qui renforcent les liens sociaux et la cohésion sociale axées sur les jeunes qui sont très souvent les plus vulnérable dans l'intolérance mais aussi ceux qui sont porteurs de leur d'espoir. C'est en réponse à cette problématique que le manuel a été pensé à destination des jeunes. Il constitue un parcours concret qui permet de développer une série de compétences personnelles et sociales chez les jeunes renforçant ainsi leur résilience face aux messages et aux dynamiques pouvant les rendre moins tolérants à l'égard des autres.

Le manuel didactique constitue un programme d'éducation civique pratique avec des contenus logiques très cohérents. Construit autour de 3 modules, le « Moi », le « Groupe » et la « Société », il vise à développer des compétences spécifiques de la sphère du Soi (ici indiqué comme MOI pour en souligner la dimension individuelle et

personnelle), nécessaires à l'acquisition des compétences essentielles au bien-être du GROUPE (groupe de classe, groupe de pairs, groupe de travail, etc.), indispensables pour le niveau suivant, qui concerne la dynamique typique de la vie dans des SOCIÉTÉS complexes (l'ensemble du village, les comités de quartier, les municipalités, etc.).

Le parcours éducatif a fait l'objet d'un atelier de formation organisée par ANV en novembre 2021 à Ouagadougou au bénéfice des enseignants de la Région du Nord et du Sahel pour une meilleure appropriation du contenu en vue d'une meilleure restitution auprès des jeunes apprenants ■

[Cliquez ici pour télécharger le manuel !](#)



Le projet « Améliorons nos vies » fait partie des 5 consortia du programme de développement d'urgence. Les activités du projet visent à améliorer les conditions de vie, la résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle et promouvoir la cohésion sociale. La production du manuel didactique s'inscrit dans la composante "prévention des conflits et renforcement de la cohésion sociale" du projet.

Au Burkina Faso, plusieurs facteurs tels que la pauvreté, la faible cohésion sociale, les conflits inter et intra ethniques ont favorisé la propagation de la violence depuis 2014. Cette propagation de la violence n'a fait qu'affaiblir la société burkinabè mettant en branle les valeurs sociales, attisant les conflits ethniques et la stigmatisation religieuse au détriment de l'autorité de l'Etat. Pour résorber un tant soit peu cette situation, il



# LE COLLEGE A L'HONNEUR !

## Abdouramane CISSE, le «Digne fils du sahel »

Natif de Dori dans la région du Sahel du Burkina Faso, Abdouramane Cissé, quadragénaire, a décidé de mettre ses compétences au service de sa communauté. Une résolution qui ne faiblit pas malgré l'adversité... Pas donc étonnant qu'on décide de lui attribuer le pseudonyme de « digne fils du Sahel ».

Le Sahel l'a vu naître, grandir, travailler et fonder une famille. Au fil des années, il a, lui, été témoin des grandes mutations que cette partie du Burkina, naguère havre de paix et destination prisée par les touristes, a connues. C'est avec émoi qu'Abdouramane nous livre le récit de l'agonie de cette région aux multiples potentialités : un récit poignant, mais teinté de positivité et de résilience. « C'est triste de voir que les forces du mal sont en train de détruire à petit feu notre beau Sahel. Mais cela ne me décourage pas outre mesure ; je n'ai pas le droit de baisser les bras, car c'est maintenant que ma communauté a le plus besoin de moi », martèle le père famille.

### Eleveur dans le cœur et dans l'âme...

Pour Abdouramane, l'élevage est une histoire de famille. Depuis son enfance, il a été initié à cette pratique par ses aînés. Aujourd'hui, son lien avec les animaux et notamment les bovins est très fort. « J'ai été initié à l'élevage depuis que j'ai 11 ans et je conduisais les animaux durant mes vacances scolaires. C'était mon passe-temps favori. Malgré mes occupations, je prends du plaisir encore aujourd'hui à élever quelques animaux à la maison. L'élevage fait partie de ma vie mes animaux représentent beaucoup pour moi », explique-il.

### « Je me considère comme un ventilateur au sein du projet RECOLG »

Cela fait bientôt 10 ans qu'Abdouramane Cissé a entamé sa carrière professionnelle pour le compte du CRUS, le Conseil régional des Unions du Sahel ; d'abord comme enquêteur, puis animateur, et enfin superviseur... Il se considère aujourd'hui comme un maillon important au sein de l'organisation, et notamment pour le projet RECOLG. « Mon rôle est d'assister techniquement les animateurs



**“...J'ai décidé de travailler dans ce domaine afin de les aider à sortir de leur vulnérabilité”**

du projet et capitaliser les données qu'ils envoient. Nous avons des animateurs dans 5 communes de la région du Sahel, notamment à Seytenga, Gorom-Gorom, Markoye, Falangountou et Dori. Je me considère comme un ventilateur au sein de RECOLG, car j'appuie tous les grands volets du projet que sont la santé-nutrition, la résilience des jeunes, le développement économique, la cohésion sociale et les transferts monétaires. Je suis fier d'être ce petit acteur qui accompagne sa mise en œuvre pour la fierté et la dignité de nos populations », se réjouit le quadragénaire.

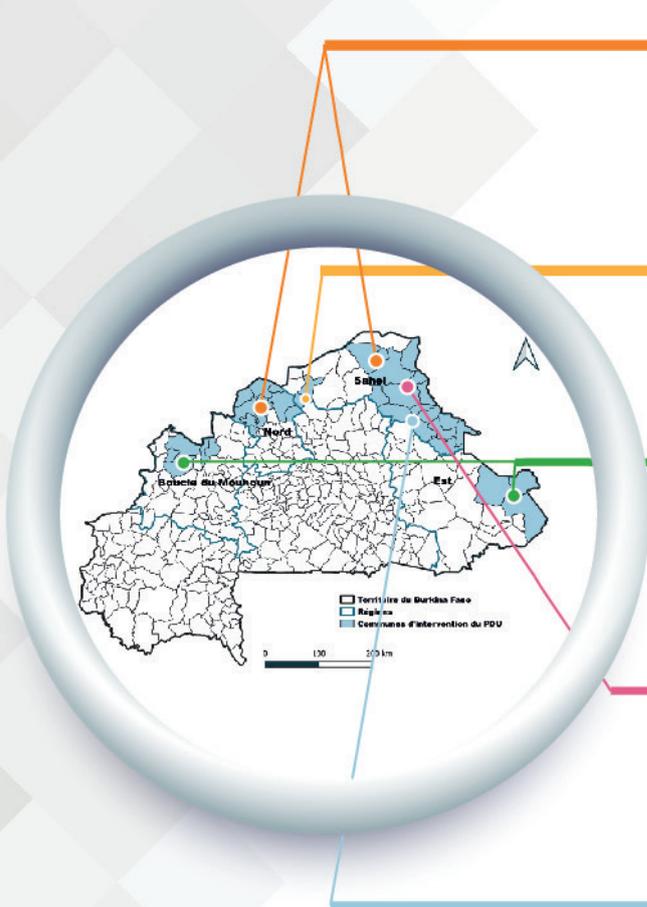
### Espoir, courage et persévérance

Le père de famille laisse entendre que c'est un devoir moral pour lui de mettre ses compétences au service de

sa communauté. « C'est triste de voir que dans ma communauté, il y a des personnes qui sont incapables d'avoir le minimum pour subvenir à leurs besoins essentiels. C'est pourquoi j'ai décidé de travailler dans ce domaine afin de les aider à sortir de leur vulnérabilité », fait-il savoir. Mais la volonté seule ne suffit plus, au regard du contexte sécuritaire qui se dégrade continuellement. Pas question toutefois pour Abdouramane de baisser les bras. Il faut être résilient. « La situation sécuritaire s'est fortement dégradée et il y a pas mal de défis aujourd'hui qui desservent le travail humanitaire. Mais au lieu de d'abandonner les populations à leur triste sort, il convient plutôt de développer des stratégies de résilience pour pouvoir améliorer le quotidien des populations. Et les projets qui interviennent en zone difficile sont dans cette dynamique », assure-t-il. Ce qui le motive au quotidien ? L'espoir, le courage et la persévérance, tels sont les maîtres-mots qui constituent son leitmotiv.



# CARTE DES ZONES D'INTERVENTION PAR CONSORTIUM



## ANV



### AMÉLIORONS NOS VIES !

Mis en oeuvre par :

Dans les communes de : Ouindigui, Titao, Sollé, Bah, Kain, Koumbri, Barga, Ouahigouya, Tangaye, Zogoré, Thion

## PARIC



### PROGRAMME D'APPUI À LA RÉSILIENCE ET À L'INCLUSION DES COMMUNAUTÉS

Mis en oeuvre par :

Dans les communes de : Djibo, Pobe Mengao

## PROGRESS



### PROGRAMME DE RÉSILIENCE ET DE COHESION SOCIALE AU SAHEL

Mis en oeuvre par :

Dans les communes de : Lanfiéra, Di et Kassoum, Barani, Bomborokuy, Nouna, Diapaga, Kantchari, Botonu

## RECOLG



### RÉSILIENCE ET COHESION SOCIALE DES COMMUNAUTÉS TRANSFRONTALIÈRES DU LIPTAKO-GOURMA

Mis en oeuvre par :

Dans les communes de : Markoye, Seytenga, Dori, Falangountou et Gorom Gorom

## RECOSA



### RÉSILIENCE ET COHESION SOCIALE AU SAHEL

Mis en oeuvre par :

Dans les communes de : Sebba, Solhan, Titabe, Mansila, Tankougounadié, Sampelga, Bani, Gorgadji

### Bénéficiaires

15.000 Ménages  
1.800.000 Personnes

### Montant

38.899.174 Euros



La Newsletter de l'Inter Consortia



Cellule de coordination Inter Consortia  
Programme de développement d'Urgence

Financé par  
l'Union européenne